Un nouvel aspect du problème agraire russe

Les économistes russes discutent actuellement sur le résultat général de l'appropriation de la terre par les paysans: est-ce la tendance communiste et la répartition égalitaire qui ont prévalu, ou bien assistons-nous au réveil des tendances individualistes, et une nouvelle bourgeoisie est-elle sur le point de naître dans les campagnes? La réponse à cette question dépend le plus souvent du point de vue personnel de l'auteur, de ce qu'il voudrait voir se réaliser: les renseignements statistiques sont jusqu'à présent trop insuffisants pour faire taire les préférences des partis. Voici, en tout cas, quelques chiffres tirés des statistiques récentes.

D'après les données de l'année 1923, 61% en moyenne de toutes les terres sont possédées en commun, mais la distribution est très inégale, suivant les régions: dans les provinces du centre et du sud-est, où la commune agraire était restée à peu près intacte avant la révolution, on ne trouve qu'un faible pourcentage de propriétés privées (dans les régions du Volga et de l'Oural par exemple, 1% seulement; dans la province de Moscou, 8%; dans celle de Iaroslav, 34%); par contre, dans les régions ouest et sud-ouest, où l'appropriation privée était la règle depuis longtemps, on trouve, pour cette forme de propriété, un très fort pourcentage: jusqu'à 85% dans la province de Smolensk, par exemple.

* * * *

Mais il est un autre phénomène dans la vie agraire russe qui est, plus encore peut-être que la persistance de l'ancienne commune, capable d'enrayer le développement du capitalisme rural: c'est la formation d'exploitations collectives nouvelles. On aurait tort de croire qu'elles ont été

provoquées par la politique communiste pratiquée par le gouvernement pendant les premiers temps de la révolution; tout au plus, cette politique a-t-elle pu, dans une certaine mesure, leur faciliter l'existence. Un économiste russe auquel j'emprunte la plupart des renseignements ci-dessous et qui est loin d'être hostile à la propriété privée [1]Masloff: *Les exploitations agraires collectives* (en russe dans la revue «Sovremennya Zapiski», n°10). leur assigne les causes suivantes: 1° la Révolution, en rehaussant le sentiment de l'individualité, a développé l'aspiration au progrès économique, à une culture perfectionnée; 2° la désorganisation économique due à la guerre et à la Révolution, a rendu difficile l'exploitation individuelle par suite de la pénurie du bétail, des machines agricoles, etc.; elle a ainsi amené les paysans à se grouper; 3° la fermeture des usines a créé l'affluence dans les campagnes, des sans-travail des villes qui, ne possédant individuellement ni terre ni instruments de travail, venaient s'établir par groupes sur les terres libres (ayant appartenu à des grands propriétaires, à des couvents ou aux Domaines) pour y former des communes ou des coopératives agricoles; 4° la politique du pouvoir était favorable aux exploitations collectives, et, enfin, 5° de nouvelles aspirations se sont fait jour, grâce au fait même de la révolution agraire, aux idées socialistes qui étaient dans l'air, aux tendances morales et religieuses de certaines sectes (très répandues en Russie dans le monde paysan).

Les exploitations collectives ne sont pas, en Russie, un phénomène absolument nouveau, mais leur nombre était, avant la Révolution, insignifiant: on n'en comptait que 33 en tout, pour la Russie entière. Mais, dès le début de la Révolution, les spécialistes compétents prévoyaient le développement rapide qu'elles allaient prendre [2]Rapports au Congrès agronomique tenu à Pétersbourg en juin 1917.; on le constate, en effet, à partir de l'automne 1917.

Les communes nouvelles sont de différents types: associations

agricoles, où la terre et tout le travail est en commun; coopératives, fondées en vue de certaines exploitations seulement; associations – sortes de commandites – pour effectuer en commun des travaux agricoles. Dans certaines de ses associations, les contributions des membres (en terres, outils, etc.) constituent un fonds commun indivis auquel aucun des participants n'a plus de droits; s'il quitte la commune, il ne reçoit rien. Dans d'autres, les membres conservent des droits à la part qu'ils ont apportée. La répartition des produits de l'exploitation, ou des bénéfices, a lieu selon différents principes. Dans les associations à fond communes indivises, lorsqu'elles se présentent sous leur forme la plus pure, la répartition a lieu d'après les besoins des membres; dans d'autres, on tient également compte de la somme du travail fourni. Là où les membres conservent certains droits à leurs parts, la répartition se fonde soit uniquement sur le *travail fourni*, soit avec certaine considération du *capital apporté*.

Il existe, enfin, une catégorie d'associations où seule la *part apportée* par chacun règle la répartition; mais c'est là le cas le plus rare.

Dans les premières années, le type *commune pure*, avec mise en commun total et répartition selon les besoins, prédominait; il faut dire que ces communes se composaient en majeure partie des ouvriers des villes, dont une bonne partie est revenue au travail industriel aussitôt que la possibilité s'en est présentée. Actuellement, les associations se composent presque uniquement (80% environ) de paysans, et le type prédominant d'organisation est celui où *tout le travail* des participants se fait en commun, mais où ils conservent certains droits à la part apportée, en terre ou en outillage. Au début, seuls les paysans les plus pauvres, manquant de terre ou de chevaux de labour, adhéraient aux associations; maintenant, la participation des paysans moyens et même aisés augmente visiblement, à mesure que les avantages du groupement

apparaissent.

Il est intéressant de voir le développement progressif de ces communes diverses; dans 30 provinces les chiffres suivants ont été enregistrés:

1918	1.384	Communes
1919	6.379	—
1920	11.232	—
1921	14.189	—
1922	entre 12.000 et 13.000	—
1924	environ 14.000	—
1925	environ 20.000	—

(les chiffres exacts me manquent)

Ces communes englobent actuellement une population de 1.500.000 habitants environ, avec une étendue de terre d'à-peu-près 900.000 hectares. [3]Ces chiffres sont empruntés aux divers Congrès des Exploitations collectives.

Ces chiffres sont de beaucoup au-dessous de ce qu'ils seraient si on avait envisagé la Russie entière et non pas 30 provinces seulement. Ainsi, un calcul fait pour 48 provinces indique comme étendue totale 1.288.944 hectares. Et il faut ajouter que toutes les communes ne sont pas enregistrées.

Voilà quelques faits et quelques chiffres qui peuvent fournir matière à réflexion sur ce que peut être dans l'avenir la solution du problème agraire. Dans tous les cas, nous avons là un exemple unique dans l'histoire de dizaines de milliers d'exploitations paysannes particulières englobées dans des

organisations collectives, bénévolement et sous la seule pression de l'expérience.

M. Isidine